

AKTUELL

FINANCE VERTE

Un cadre durable ?

Luc Caregari

La finance verte est un territoire sur lequel le Luxembourg aime planter son drapeau, histoire d'améliorer son image. Que le gouvernement mette en avant l'adoption d'un nouveau cadre pour les obligations durables étonne donc peu.

Quand le gouvernement se veut précurseur dans une matière, mieux vaut y regarder de plus près. Car le cadre de référence pour des obligations durables présenté cette semaine n'est que ce qu'il est : un cadre, et non pas une garantie pour des obligations vertes. Le communiqué intitulé « Luxembourg - premier pays européen à lancer un cadre de référence pour les obligations durables » est dès lors à prendre avec des pincettes.



Le premier hic est le fait qu'il ne s'agit nullement d'un lancement d'obligations durables, mais seulement de la définition d'un cadre dans lequel celles-ci devront évoluer. Ce qui sonne révolutionnaire l'est moins si l'on considère que, comme le dit le communiqué, le Luxembourg y a « intégré des critères d'éligibilité déjà conformes aux recommandations du rapport final du groupe d'experts techniques sur la taxonomie de l'Union européenne ». Donc, il s'agit moins d'un engagement désintéressé que d'une mise en conformité précocée. D'ailleurs, le ministère des Finances précise que « le cadre a été conçu pour se conformer au projet de norme européenne sur les obligations vertes ». Le grand-duché apparaît alors simplement comme un « very early adopter » d'une législation européenne pas encore écrite.

Deuxième hic : le cadre de référence répond aux principes émis par l'International Capital Markets Association (ICMA). Il s'agit de l'organisation professionnelle mondiale des banques d'investissement - avec une compétence réglementaire -, qui

a publié en 2018 ses « Green Bonds Principles ». Des principes qui sonnent très bien à l'écrit, mais qui ont un grand manquement déjà signalé par les ONG et autres critiques : il n'y a aucune possibilité de sanction si un émetteur ne respecte pas les standards auxquels il a souscrit. Selon les principes de l'ICMA, les avis d'expert-e-s, les contrôles ou certifications ne sont pas obligatoires. Ce qui est peu étonnant quand on se donne la peine de consulter la composition du conseil d'administration de cette association. Présidée par Mandy De-Filippo, responsable du risk management chez Morgan Stanley à Londres, l'instance comprend des autres membres émanant de BNP Paribas, Allianz ou encore BlackRock - bref, un résumé des scandales financiers des dernières décennies. Une seule place au conseil d'administration est allouée à la Banque européenne d'investissement (BEI), qui a son siège au Kirchberg.

Illustration du manque de cohérence gouvernemental

Si ce sont ces banques qui définissent le cadre des obligations durables, on attendra encore longtemps des règles sérieuses et contraignantes pour que celles-ci soient vraiment durables, respectant aussi bien l'impact écologique que l'aspect social des investissements. À défaut, ces obligations resteront de petits manteaux verts que peuvent enfiler celles et ceux qui continuent de faire craquer la planète tout en prétendant faire du bien.

En parlant d'hypocrisie, ou du moins de manque de cohérence, le gouvernement luxembourgeois ferait mieux de balayer devant sa porte. Car tout en se mettant en scène comme un vaillant précurseur utilisant sa force de frappe économique et financière pour le bien de la planète, il peine toujours à débarrasser son fonds de compensation - qui assure les retraites - des investissements nuisibles, comme les énergies fossiles. Bref, tant que ses propres fonds étatiques ne respectent pas les normes, le Luxembourg ferait mieux de ne pas faire la leçon aux autres. Même si un fonds d'investissement et un cadre pour des obligations sont deux choses bien différentes, c'est une question de logique.

SHORT NEWS

Le télétravail au-delà des frontières à quel prix ?

(rg) - La prolongation de l'accord sur la fiscalité du télétravail jusqu'au 31 décembre 2020 entre la France et le Luxembourg n'est pas du goût du sénateur socialiste Olivier Jacquin. Salué par les personnes concernées, à savoir les frontaliers et frontalières qui n'ont pas de souci à se faire jusqu'à la fin de l'année si elles et eux préfèrent travailler à domicile, au lieu de courir le risque d'attraper le coronavirus, cet accord est bien plus qu'une simple décision administrative. Car, aux yeux du sénateur, il a un prix : la France renonce à son droit d'imposer le télétravail, donc un travail presté sur son territoire, alors qu'en principe le lieu d'imposition est celui du lieu de travail. L'existence d'un quota de journées de télétravail non imposé ou partiellement imposé en France (respectivement 29 et 50 jours) tel qu'il existait avant la pandémie était déjà une exception à la règle, maintenant élargie. Jacquin, qui a occupé différents postes d'élu en Meurthe-et-Moselle depuis 1989 avant de devenir sénateur en 2017, ne s'oppose pas à la simplification en tant que telle. Il aurait cependant souhaité qu'elle soit accompagnée par une compensation que le Luxembourg aurait payé à sa région voisine pour contrecarrer le déséquilibre financier dont cette dernière est victime déjà en temps normal - comme l'avait d'ailleurs montré le rapport de Karl-Heinz Lambert, présenté au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe fin 2019.

Forum 409: Alles fließt

(lc) - Nicht zweimal in denselben Fluss gestiegen ist die Redaktion des Forum diesen Monat, denn in ihrem Dossier beleuchten die Autor*innen das Thema Wasser von fast allen Seiten. Es gibt Gedichte, Kurzgeschichten, Abhandlungen über den spirituellen Wert des Wassers im Christentum, aber auch wissenschaftliche Artikel über den Wasserverbrauch, den (schlechten) Zustand der luxemburgischen Oberflächengewässer und die erschöpften Möglichkeiten des Landes aus Wassergefällen Energie zu gewinnen. Sehr empfehlenswert ist auch Viviane Thills Artikel über die Werbestrategien der lokalen Mineralwassermarke Rosport - der aufzeigt, wie auch die Luxemburger*innen bereit sind, teures Geld auszugeben für das gleiche Produkt, das aus ihren Wasserhähnen läuft. Rund um das Dossier bekommt CSV-Chef Frank Engel für seinen Fauxpas in Sachen Erbschaftssteuer einen rhetorischen Klaps auf den Po und gleich noch ein paar Lektüreempfehlungen dazu, das heiße Thema Denkmalschutz wird behandelt, sowie auch eine tiefgreifende Reflektion über die schmerzlichen Erfahrungen des Landes mit den pandemiebedingten Grenzschießungen. Für eine flüssige Lektüreerfahrung ist also gesorgt.

online

Datenschutz, Statistik und Behindertenfeindlichkeit

Sie mögen die Printausgabe, aber Sie wollen mehr woxx? Dann schauen Sie doch auf woxx.lu vorbei: Dort finden Sie regelmäßige Artikel, die ausschließlich online erscheinen.

Lois corona et données : la CCDH met en garde Une nouvelle loi corona est sur la table et sera probablement à l'ordre du jour bientôt. Si elle ne change pas grand-chose à l'essentiel, un détail fait tout de même tiquer la Commission consultative des droits de l'homme. woxx.eu/8axb

#AbleismTellsMe: Per Hashtag Behindertenfeindlichkeit entlarven Unter dem Hashtag #AbleismTellsMe berichten auf Twitter zurzeit zahlreiche Menschen über die Infantilisierung, Herablassung und Diskriminierung, die sie aufgrund ihrer Behinderung erfahren. woxx.eu/5w6g

Die Covid-19-Statistik ohne Grenzgänger*innen ist ein Skandal Seit Mitte letzter Woche veröffentlicht die Regierung nicht mehr die Zahl infizierter Grenzgänger*innen. Weil sie es nicht schafft, mit internationalen Partner*innen zu kommunizieren, wird kurzerhand die Statistik schöngefärbt. woxx.eu/em02